

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
DEPARTEMENT ACHATS
21, rue Georges Auric – 75948 PARIS CEDEX 19**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Prestations intellectuelles, relatif à :

**MISSIONS DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE, DE
CONTROLE TECHNIQUE, DE COORDINATION DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE ET
D'ACCESSIBILITE AUX BATIMENTS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
POUR LES SITES DES ORGANISMES DE LA SECURITE SOCIALE**

Lot 1 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
Mono attributaire

Lot 2 : Mission de Contrôle Technique (CT)
Mono attributaire

**Lot 3 : Mission de coordination de système de sécurité incendie et d'accessibilité des
bâtiments aux personnes en situation de handicap (CSSI/PSI)**
Mono attributaire

Consultation n°25-C-013

**Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code
de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1. OBJET DU MARCHE	3
1.2. GROUPEMENT DE COMMANDE.....	3
1.3. PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.4. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE	4
1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
1.6. DUREE DU MARCHE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.7. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES	6
1.8. ALLOTISSEMENT.....	7
1.9. TRANCHES	8
ARTICLE 2 – CONDITIONS FINANCIERES DES MARCHES.....	9
2.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	9
2.2. CONTENU DES PRIX.....	9
2.3. VARIATION DES PRIX.....	9
2.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
2.5. CLAUSE D'EXAMEN	10
2.6. AVANCES.....	11
2.7. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
2.8. DELAIS DE PAIEMENTS.....	13
2.9. NANTISSEMENT	13
2.10. RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES.....	14
3.1. BONS DE COMMANDE.....	14
3.2. SOUS-TRAITANCE	14
3.3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 4 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS	17
4.1. CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS.....	17
4.2. PENALITES	18
ARTICLE 5 – DIVERS	19
5.1. ASSURANCES.....	19
5.2. OBLIGATION RELATIVE A LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	20
5.3. RESILIATION	20
5.4. DISPOSITION DE SECURITE ET SANTE	21
5.5. SECURITE ET CONFIDENTIALITE.....	21
5.6. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	23
5.7. REGLEMENT DES LITIGES.....	26
5.8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives (CCAP) concernent les missions de coordination sécurité et protection de la santé, de contrôle technique, de coordination sécurité incendie et d'accessibilité aux bâtiments des personnes en situation de handicap pour les organismes de sécurité sociale et notamment les caisses Primaires d'Assurance Maladie d'Ile-de-France et la caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (CRAMIF).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Dans le cadre de sa politique d'accueil, l'organisme envisage des mouvements patrimoniaux qui pourront se traduire par l'abandon ou l'ouvertures de sites. Après la prise d'effet du marché de tels mouvements pourront faire l'objet d'un signalement par mail puis par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les notifications se rapportant au marché seront faites au domicile indiqué sur l'acte d'engagement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations du marché et ce, conformément aux termes et conditions portés aux pièces énumérées à l'article 1.7 ci-après.

1.2. GROUPEMENT DE COMMANDE

Dans le cadre d'une démarche de mutualisation et de massification des achats, les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) d'Ile-de-France et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (CRAMIF) ont décidé, en application de l'article 19 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, de constituer un groupement de commandes en vue de conclure un marché **relatif aux missions de coordination sécurité et protection de la santé, de contrôle technique, de coordination sécurité incendie et d'accessibilité aux bâtiments des personnes en situation de handicap sous la conduite d'un « coordonnateur » pour le compte des « membres du groupement »**.

Le coordonnateur du groupement, la CPAM de PARIS a en charge :

- l'organisation de la procédure de consultation jusqu'à la désignation du titulaire,
- la signature et la notification de l'accord-cadre avec le titulaire,
- le cas échéant, la résiliation de l'accord cadre.

Les membres du groupement (Les CPAM 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et la CRAMIF) ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- La signature des marchés subséquents,
- L'émission des bons de commande
- l'exécution et le contrôle des prestations dans les conditions des cahiers des clauses administratives et techniques particulières,
- le règlement des prestations.

1.3. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- d'une part les organismes membres du groupement de commandes suivants :

ORGANISMES	ADRESSE
CPAM 75 agissant en tant que coordonnateur du groupement	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS 21 rue Georges Auric 75948 PARIS CEDEX 19 représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 77	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE SEINE-ET-MARNE rue des Meuniers, 77950 RUBELLES représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 78	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES 92, avenue de Paris, 78000 VERSAILLES représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 91	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L'ESSONNE 2, rue Ambroise Croizat 91 039 EVRY Cedex représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 92	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES HAUTS-DE-SEINE 26 Boulevard de Pesaro, 92 026 NANTERRE CEDEX représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 93	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE SEINE-SAINT-DENIS 195 avenue Paul Vaillant Couturier 93 014 BOBIGNY CEDEX représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 94	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL-DE-MARNE 93/95, avenue du Général de Gaulle, 94 000 Créteil représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CPAM 95	La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE du VAL-D'OISE Immeuble les Marjoberts, 2, rue des Chauffours, 95017 Cergy-Pontoise Cedex représentée par son Directeur Général ou ses Délégués
CRAMIF	LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE France , 17-19, avenue de Flandre, 75019 Paris représentée par son Directeur Général ou ses Délégués

- d'autre part l'entreprise Titulaire du marché désignée dans le présent document par l'expression « l'entreprise », « le Titulaire » ou « le soumissionnaire ».

Le Comptable assignataire est le directeur comptable et financier de chaque organismes membres du groupement.

1.4. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée en appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité sociale et aux articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à marchés subséquents à bons de commande sans minimum en valeur ou en quantité avec un montant maximum pour la durée totale du marché reconduction comprise de 1 300 000 € HT pour chaque lot au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 à R 2162-10 du code de la commande publique.

Le montant estimatif du projet de marché sur la durée totale du marché, tous lots confondus, est estimé à 3 000 000 € TTC :

N° du Lot	Désignation des lots	Estimation en € TTC sur 4 ans
1	Mission de coordination sécurité et protection de la santé / CSPS	1 000 000 €
2	Mission de contrôle technique / CT	1 000 000 €
3	Mission de prévention sécurité incendie et d'accessibilité des bâtiments aux personnes en situation de handicap et mission de coordination système de sécurité incendie / PSI/CSSI	1 000 000 €

Les estimations sont établies pour chacun des lots d'après les consommations sur les années 2020 à 2024 des membres du groupement. Elles sont indicatives et ne constituent, en aucun cas, un engagement des membres.

Le montant maximum par lot sur la durée totale du marché est fixé à :

N° du Lot	Désignation des lots	Montant maximum sur la durée du marché (4 ans) en € HT
1	Mission de coordination sécurité et protection de la santé / CSPS	1 300 000
2	Mission de contrôle technique / CT	1 300 000
3	Mission de prévention sécurité incendie et d'accessibilité des bâtiments aux personnes en situation de handicap et mission de coordination système de sécurité incendie / PSI/CSSI	1 300 000

L'accord cadre donnera lieu à des marchés dits subséquents.

Les marchés passés sur le fondement de cet accord cadre seront organisés au moment de la survenance du besoin et seront matérialisée par la rédaction d'un marché subséquent signé par le représentant de chaque CPAM. Des prix plafonds sont déterminés dans l'accord cadre que le titulaire ne devra pas dépasser lors du marché subséquent.

Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents seront exécutés au moyen de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutefois, en cas de défaillance du titulaire (absence de réponse, refus d'exécuter, manquement aux obligations, incapacité à répondre aux exigences opérationnelles dans les délais impartis), l'acheteur se réserve le droit, de faire appel à un autre prestataire.

En vertu de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché n'aura pas l'exclusivité sur ce marché et les CPAM pourront s'adresser à un autre prestataire pour des besoins occasionnels ou spécifiques pour autant que le montant cumulé de tels achats chaque année ne dépasse pas 10% du montant total estimatif du marché (hors cas de défaillance du titulaire).

1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le Titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.6. DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 (douze) mois fermes pour chacun des lots. Le démarrage des prestations est prévu au 1^{er} janvier 2026 ou à la date mentionnée sur la lettre de notification.

Tous les organismes intégreront l'accord cadre à la date de notification excepté La CPAM de PARIS qui intégrera le marché à la date du 27 février 2026.

L'accord cadre est reconductible 3 (trois) fois de manière tacite pour une durée de 12 (douze) mois sans pouvoir excéder une durée totale (reconductions comprises) de 48 (quarante-huit) mois.

Le Titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction, la CPAM de Paris notifiera un courrier de non reconduction 1 (un) mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé de réception, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

1.7. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS ET DES BONS DE COMMANDE

La durée des marchés subséquents sera précisée dans chacune des demandes d'offres de prix et sera déterminée en fonction des prestations objet de ces marchés subséquents.

Les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et peuvent être exécutés jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement de l'opération de travaux conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché peuvent être exécutés jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement de l'opération de travaux, conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique.

1.8. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont composées des pièces particulières et générales. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues des soumissionnaires.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, respectivement pour les pièces particulières et générales :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (AE) de l'entreprise accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur, rédigé suivant modèle joint (**rempli dans toutes ses rubriques et complété par les documents exigés aux termes de celui-ci y compris chaque annexe associée en fonction du lot - cadre de réponse financier et délais de remise des documents rempli dans toutes les rubriques demandées**) pour chacun des lots. Ce document devra être daté et signé par l'entreprise et comporter le cachet de la société ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) accompagnées des annexes associées ;

CCAP – Numéro de consultation : 25-C-013

Missions de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), de contrôle technique (CT), de coordination du système de sécurité incendie (SSI) et d'accessibilité aux bâtiments des personnes en situation d'handicap (PSI) pour les sites des organismes de la sécurité sociale.

- l'offre technique du Titulaire ;
- le livret de sécurité ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification des marchés ;
- le dossier d'information ;
- la notice hygiène et sécurité ;
- Les marchés subséquents ;
- Les offres lors des marchés subséquents ;
- Les bons de commandes.

NB : les conditions générales de vente du Titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le présent marché.

Pièces générales :

- le Code de la commande publique ;
- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des Organismes de sécurité sociale ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales de prestations intellectuelles - CCAG- PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

1.9. ALLOTISSEMENT

La présente procédure fait l'objet d'un marché alloti au sens de l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

L'allotissement est le suivant :

N° du Lot	Désignation des lots	Abréviation
1	Mission de coordination sécurité et protection de la santé	CSPS
2	Mission de contrôle technique	CT
3	Mission de prévention sécurité incendie et d'accessibilité des bâtiments aux personnes en situation de handicap et mission de coordination système de sécurité incendie	PSI/CSSI

L'attention des entreprises est attirée sur l'incompatibilité entre les missions du CSPS/CT et SSI et donc à l'impossibilité pour une même équipe de se voir attribuer plusieurs lots. Par conséquent, la société qui se positionne avec la même équipe sur plusieurs lots devra indiquer dans le cadre de réponse technique son ordre de préférence s'il est retenu sur plusieurs lots.

Les soumissionnaires ne peuvent présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Les lots seront attribués individuellement.

L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement ou ATTR11.

1.10. TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 2 – LES MODALITES DE PASSATION ET D’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

2.1. LA MISE EN CONCURRENCE

Lors de la survenance d’un besoin entrant dans le périmètre de l’accord-cadre, chaque organisme de sécurité sociale sollicitera par écrit (mail ou sur la plateforme dédiée du titulaire) le titulaire en décrivant les travaux (durée, allotissement, lieu, la liste des équipements...).

Le Titulaire s’engage à fournir une adresse courriel valide sur la durée totale de l’accord-cadre.

2.2. LE DELAI DE REPONSE

Dès lors qu’ils sont sollicités, les Titulaires sont dans l’obligation de produire une offre écrite, sur la base de la demande d’offres propre à chaque marché, dans le délai imparti qui ne peut être supérieur à 7 jours ouvrés, sauf décision contraire de l’organisme demandeur. Si le Titulaire est dans l’impossibilité de respecter son obligation de répondre aux marchés subséquents, le Titulaire devra avertir l’organisme par courriel en indiquant les motifs pour lesquels il ne peut répondre, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés maximums à compter de l’envoi de la remise en concurrence.

L’offre sera déclarée irrecevable, si les prix de l’offre du marché subséquent dépassent les prix plafonds indiqués au bordereau de prix de l’accord-cadre concerné.

Si le titulaire du marché propose plus d’une fois des prix plus élevés que les prix plafonds pour un organisme, une réunion avec le coordonnateur s’ensuivra afin d’envisager la suite des marchés subséquents, voire de l’accord-cadre avec l’application des pénalités prévues au présent CCAP.

2.3. MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES

Le titulaire fera une offre technique et financière dans les délais demandés (maximum 7 jours ouvrés). Cette offre ne devra pas aller au-delà des prix plafonds de l’accord cadre et devra respecter les délais de remise des livrables ainsi que les profils dédiés proposés.

En cas d’acceptation, le candidat retenu recevra son devis signé avec le numéro dédié au marché subséquent et un bon de commande.

2.4. NEGOCIATION

Une négociation est prévue pour chaque lot. Selon les lots, l’administration se réserve toutefois la possibilité de ne pas négocier et d’attribuer le marché sur la base de l’offres initiale sans négociation.

2.5. LA VISITE DU SITE

Chaque marché subséquent précisera si le titulaire de l’accord-cadre devra effectuer, avant la date limite de réception des offres, une visite (obligatoire ou facultative) du (des) site(s) concerné(s).

2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES DU MARCHÉ SUBSEQUENT

Sauf disposition contraire mentionné dans le marché subséquent, le délai de validité des offres est de 30 jours.

ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES DES MARCHES

2.1. FORME ET CONTENU DES PRIX

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire pour les 3 (trois) lots, sur la base des prix unitaires indiqués aux annexes 1, 2 et 3 de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés à l'annexe 1, 2 et 3 de l'acte d'engagement.

Le prix souscrit s'entend pour l'exécution selon les règles de l'art et dans les délais prescrits de toutes les prestations telles qu'elles sont définies dans le CCTP.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord cadre.

2.2. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires, figurant à l'offre commerciale du marché subséquent.

Le Titulaire doit proposer des prix égaux ou inférieurs aux prix définis dans l'Accord-Cadre.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

2.3. CONTENU DES PRIX

Les prix indiqués comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

L'entreprise déclare également avoir fait à l'avance tous les calculs et vérifications qu'elle a estimés utiles pour se rendre compte de l'importance des prestations et de leur valeur ainsi que des charges qui lui sont imposées, le prix proposé découlant de ses propres calculs et s'entendant pour une exécution conforme aux prescriptions contenues dans les pièces constitutives du marché.

2.4. VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M 0 (zéro) correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres (novembre 2025).

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-PI, les prix sont fermes pour la première année, puis révisables annuellement à l'occasion de chaque reconduction annuelle du marché à l'initiative du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur. Ils seront révisables, à la hausse comme à la baisse, au-delà de la première année par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Il est rappelé que les prix figurant à l'offre ou prix d'origine sont ceux en vigueur au mois qui précède la date limite de remise des offres. Les indices ou index sont donc réputés être ceux de ce même mois dénommé mois 0 (zéro).

La variation des prix s'effectuera par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times 0,15 + 0,85 \times \left[\left(\frac{ING_M_n}{ING_M_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix d'origine

ING = valeur de l'indice antérieure de 3 mois à la date anniversaire

ING_0 = valeur de l'indice établie pour le mois « zéro », soit octobre 2025

Le coefficient est arrondi au millième supérieur. Les prix sont arrondis au centième.

Dans le cas où la valeur de l'indice est une valeur provisoire, c'est la valeur provisoire qui sera utilisée pour calculer la révision définitive des prix.

Code	Dénomination
ING	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique – Base 100 en 2015 – Identifiant INSEE : 010766387

Les indices ci-dessus sont disponibles sur le site www.insee.fr/.indices-index.fr

En cas de changement d'indice dûment établi, les parties conviennent de substituer l'indice d'origine par simple échange de courriel.

Le Titulaire s'engage, pour permettre le contrôle de l'ajustement des prix, à adresser à la CPAM les nouveaux prix applicables calculés par application de la formule ci-dessus.

La prise en compte de la variation des prix par l'Organisme est subordonnée à la présentation par le Titulaire d'une demande comportant les détails de calcul et les nouveaux prix adressée **avec un préavis minimum de 1 mois avant la date prévue pour l'application des nouveaux prix** à l'adresse courriel suivante :

service-marches.cpam-paris@assurance-maladie.fr

L'accord de la CPAM de Paris sera concrétisé par courriel ou simple lettre d'acceptation.

En aucun cas, il ne pourra être tenu compte d'une hausse portée sur la facture n'ayant pas fait l'objet d'un accord de l'Organisme.

En cas de refus de la proposition de révision du Titulaire, la CPAM de Paris lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En tout état de cause, la variation des prix découlant de ce qui précède, ne pourra s'effectuer que dans la limite de la réglementation en vigueur fixant les modalités de prise en compte des variations économiques pour les marchés publics.

Par conséquent, le pourcentage de variation résultant de la variation ci-dessus sera, le cas échéant, modifié pour tenir compte des dispositions qui seront prises en la matière pour les marchés passés au nom de l'Etat.

Les révisions de prix ne seront valables que pour les marchés subséquents non encore signés, à venir.

2.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Il convient de préciser que l'Assurance Maladie de Paris se réserve la possibilité de renégocier les prix ou de résilier le marché sans indemnité dans le cas où le taux de hausse découlant des dispositions ci-dessus se situerait **au-delà de 5% par rapport aux prix de la période antérieure**. Cette résiliation intervenant alors, après 6 mois de préavis.

2.6. CLAUSE DE REEXAMEN

Compte tenu de la volatilité des prix de l'énergie, de certaines matières premières et du contexte économique général inflationniste, dès lors que les prix du marché aboutiraient à une augmentation supérieure à la révision des CCAP – Numéro de consultation : 25-C-013

Missions de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), de contrôle technique (CT), de coordination du système de sécurité incendie (SSI) et d'accessibilité aux bâtiments des personnes en situation d'handicap (PSI) pour les sites des organismes de la sécurité sociale.

prix, le Titulaire devra faire sa demande d'augmentation, par le biais d'un courrier recommandé avec accusé de réception en apportant les justificatifs chiffrés qui permettront au pouvoir adjudicateur de donner son accord ou refuser cette augmentation. Si cette augmentation est acceptée, elle fera l'objet dans le cadre d'une clause de réexamen et sur le fondement de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique de la conclusion d'un avenant.

Conformément à l'article R2194-7 du Code de commande publique, le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Le montant du marché sera modifié proportionnellement et un avenant modificatif au marché sera établi.

2.6. AVANCES

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 (deux) mois.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance, conformément à l'article R.2191-5 du Code de la commande publique.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 11 du CCAG-FCS, l'option B est retenue.

- ⇒ Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du Code de la commande publique :
 - le taux de l'avance est fixé à 30% en application du décret n°2022-1683 du 28/12/2022.
- ⇒ Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - à 5% en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R.2191-6 à 10 du Code de la commande publique.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du Code de la commande publique.¹

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du Code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-6 à 10 du Code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

¹ Une telle demande est constituée lorsqu'elle apparaît dans les conditions de paiement prévues à l'acte spécial agréées par le pouvoir adjudicateur.

Conditions de remboursement

Que ce soit le Titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre des marchés.

2.7. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire, **après Admission des livrables ou attestation du service fait** par l'organisme de sécurité sociale.

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, numéro de Siret et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- la référence du bon de commande, le cas échéant ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande ;
- la date des prestations, la nature des prestations, les sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;
- le montant hors TVA des prestations livrées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées.

Les factures ne sont adressées par le Titulaire qu'après exécution des prestations.

Les CPAM d'Ile-de-France et la CRAMIF disposant d'un compte sur le portail CHORUS PRO, le Titulaire devra obligatoirement transmettre ses factures via le portail CHORUS. **L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le Titulaire est informé que **Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures** sous forme dématérialisée.

En cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'organisme bénéficiaire des prestations informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Les informations pour transmettre les factures à chaque CPAM figure en annexe 1 du présent CCAP.

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.

Les retenues dont le Titulaire est redevable au titre des pénalités sont déduites du montant hors taxes de la facture.

2.8. DELAIS DE PAIEMENTS

Le paiement des sommes dues est effectué par virement, dans un délai global maximum de 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture, conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-16 du Code de la commande publique, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément aux articles R.2192-31 et suivants du Code de la commande publique et au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, en cas d'intérêts moratoires, il sera appliqué le taux réglementaire qui est égal au taux d'intérêt légal en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant fixé par ce même décret est de 40 euros.

Toutefois, en application de l'article R.2192-27 du code de la commande publique, le délai de paiement pourra être interrompu une fois, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP à l'article 2.7 ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article R.2192-28 du code de la commande publique, l'interruption du délai de paiement fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, précisant notamment les raisons imputables au créancier et les pièces à fournir.

À compter de la réception de la totalité des éléments demandés par mail, un nouveau délai de paiement de 30 jours est ouvert

2.9. NANTISSEMENT

Les marchés pourront être affectés d'un nantissement ou faire l'objet d'une cession de créance, conformément à l'article L.2191-8.

En vue du régime de nantissement ou de cession de créance est désignée comme comptable assignataire :

- l'Agent Comptable de chaque CPAM et la CRAMIF.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-61 du Code de la commande publique :

- le Directeur général de chaque CPAM et la CRAMIF.

Le montant maximum de la créance que les Titulaires sont autorisés à céder ou à donner en nantissement est égal au montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations que le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants.

L'Organisme délivre aux entreprises concernées une copie certifiée conforme du marché comportant la formule d'unique exemplaire en vue de la notification d'une cession ou d'un nantissement de créances.

En cas de modification en cours de marché (exemple : désignation d'un sous-traitant postérieurement à la notification du marché), les Titulaires concernés doivent aviser l'Organisme et obtenir la modification de la formule d'exemplaire unique.

Le sous-traitant éventuel peut bénéficier des dispositions du présent article dans les mêmes conditions, le montant qu'il est possible de céder ou de nantir est au maximum égal au montant des prestations devant être réglé directement.

2.10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de procéder à une retenue de garantie lors des règlements.
Il n'est pas exigé d'autres garanties au titre de ce marché.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES

3.1. BONS DE COMMANDE

Les commandes seront établies par chaque organisme, sous forme de bon de commande, par courrier ou par voie électronique. Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commande ne pourra excéder la fin de la garantie de parfait d'achèvement de l'opération de travaux.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

Chaque bon de commande doit contenir :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de référence du marché subséquent ;
- la raison sociale et l'adresse du Titulaire ;
- les prestations concernées ;
- les quantités commandées ;
- les délais ou dates de début et fin de prestation ;
- taux et montant de la TVA ;
- le montant de la commande HT et TTC.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-PI, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'organisme émetteur du bon de commande toute observation sur la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations (délais...). En l'absence d'observations par le Titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

Si le Titulaire refuse d'exécuter la commande, il s'expose à l'application de pénalités dans les conditions de l'article 4.2 du présent CCAP.

3.2. SOUS-TRAITANCE

3.2.1 – Conditions générales

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations à prix unitaires sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur².

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

² *Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au Titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.*

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché. Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant³ et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG-PI.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le Titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du Code du travail.

3.2.2 – Modalités d'acceptation

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1) une déclaration spéciale (DC4) mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics découlant de l'article R2143-6 du Code de la commande publique.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 2.9 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial (DC4) signé des deux parties.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 (vingt et un) jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 (quinze) jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1 500 €. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

3.2.3 – Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC⁴.

³ Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »

⁴ Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante⁵. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-PI, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au Titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire.

À la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 15 (quinze) jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le Titulaire du marché joint en double exemplaire la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais règlementaires 30 (trente) jours à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 (quinze) jours si pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 (trente) jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

3.2.5 – Intervention d'un sous-traitant indirect⁶ et modalités de paiement

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au Titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des prestations par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant aux prestations.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au Titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2.7 du présent CCAP.

3.3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

⁵ La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du Titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le Titulaire du marché. Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.

⁶ Le sous-traitant indirect est le sous-traitant du sous-traitant, et ainsi de suite.

3.2.1 – Obligations du Titulaire

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions pour une exécution conforme à celles exigées au terme du CCTP. Le titulaire s'engage à réaliser les prestations selon le bon de commande émis, sur les sites et aux jours de chantier indiqués.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations décrites au CCTP pour répondre à ses obligations contractuelles.

Le Titulaire désigne un interlocuteur unique, pour chacun organisme pour l'organisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire :

- est lié par une obligation de résultat et mettra tout en œuvre pour le bon fonctionnement et déroulement des prestations du présent marché,
- s'engage à exécuter la totalité des prestations conformément aux spécifications contenues dans le présent marché,
- s'engage à respecter, et à faire respecter par son personnel, les règles générales applicables à l'accès, à la circulation et au stationnement dans les enceintes et locaux des sites,
- veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité, d'hygiène, et de préservation du voisinage.

3.2.2 – Obligations de l'Organisme

Les organismes du membre de groupement s'engagent à donner accès au titulaire et à son personnel, aux locaux nécessaires à la bonne exécution du marché. Cette autorisation reste toutefois subordonnée aux règles générales d'accès des sites.

3.2.3 – Principe de neutralité

En application de l'article 1^{er} de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République qui dispose que lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Le Titulaire prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire et ses sous-traitants informent les usagers du service public des modalités leur permettant de leur signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Nom et coordonnées de l'autorité concédante : Direction de la Logistique – Département achats – Service Marchés relations fournisseurs : service-marches.cpam-paris@assurance-maladie.fr

ARTICLE 4 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS

4.1. CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

4.1.1 - Contrôle

Il est rappelé que le Titulaire, tenu à une obligation de résultat, s'engage à mettre à la disposition de l'Organisme tous moyens humains et matériels dont il dispose afin d'assurer en toutes circonstances son obligation quant à l'exécution des prestations aux jours et amplitudes horaires fixés.

Le Titulaire s'engage à :

- mettre en œuvre une supervision et un contrôle de l'activité de ses employés visant à éviter tout retard d'exécution et fraude interne sur le segment confié par l'Organisme,

- communiquer à l'organisme son plan de contrôle ainsi que son plan de continuité d'activité,
- communiquer les résultats du contrôle de l'activité une fois par trimestre à l'Organisme.

En tout état de cause, une vérification de la prestation portant sur les points énoncés ci-avant est effectuée, en présence d'un représentant du Titulaire chaque trimestre.

Dans le cadre de son plan d'amélioration de la qualité, la CPAM de Paris met en place pour ses marchés :

- ⇒ un suivi de son exécution,
- ⇒ une évaluation annuelle portant sur :
 - le suivi commercial mis en œuvre : réactivité, propositions pertinentes,
 - l'exécution des prestations : respect des délais, conformité, qualité et suivi des prestations, intégration des préoccupations sociales environnementales,
 - les litiges éventuels : capacité à informer et à s'adapter en cas de défaillance,
 - la facturation : respect des prix du marché et des modalités de facturation.

4.1.2 – Opérations de vérification - Admission

Les vérifications seront effectuées lors de la réception des prestations dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG-PI.

L'admission des livrables sera assurée par le service prescripteur ou le responsable de site pour lequel les prestations ont été commandées.

4.2. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du Titulaire du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur des mauvaises exécutions des prestations. Les pénalités sont nettes de TVA. Elles s'appliquent quel que soit leur montant. Elles sont additionnelles et seront déduites de la facture correspondante sur la facture suivante.

N° pénalité	Dénomination	Montant
N°1	Pénalités de retard dans la remise des documents	100 € par jour calendaire de retard
N°2	Pénalité pour non-respect du formalisme des livrables (rapports, plans, fiche récapitulative...)	
N°3	Perte des clés et/ou badge d'accès	100 € par clé ou badge
N°4	Pénalité pour absence aux réunions ou rendez-vous de chantier	500 € par réunion
N°5	Pénalités pour sous-traitance non déclarée	<p>Dans le cas où l'Organisme serait informé que le Titulaire du marché a eu recours à un sous-traitant sans avoir fait l'objet d'un accord préalable écrit de la part de la CPAM, le Titulaire dispose de 21 jours pour apporter la preuve de la régularisation de sa situation.</p> <p>Au-delà des 21 jours, une pénalité de 1 500 € par jour calendaire sera appliquée.</p>
N°6	Pénalités pour non-respect de la confidentialité	200 € par signalement
N°7	Pénalités pour non-respect du principe de neutralité	

N° pénalité	Dénomination	Montant
N°8	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	<p>Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché subséquent sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail, que l'Organisme pourra appliquer dans les conditions suivantes :</p> <p>Si l'Organisme est informé par un agent de contrôle de l'Inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, elle l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'Organisme en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Si elle n'applique pas la pénalité, l'Organisme peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.</p>
N°9	Pénalité pour dépassement des délais de réponse aux demandes (Accusé de réception, réponses aux questions, demande de devis, etc.) et pour dépassement des délais contractuels indiqué en annexes des CTPP	150 € par jour calendaire de retard
N°10	Absence de réponse dans les délais impartis aux demandes de devis/marchés subséquents d'un organisme.	150 € pour absence de réponse/
N°11	Deuxième devis ou offre dépassant les prix plafonds pour un même organisme.	150 € à partir du deuxième devis ou offre dépassant les prix plafond par organisme

ARTICLE 5 – DIVERS

5.1. ASSURANCES ET OBLIGATIONS RELATIVE A LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le Titulaire devra

en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le Titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

L'Organisme se réserve le droit de demander au Titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Il garantit l'Organisme contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'emploi, la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le Titulaire s'engage à avoir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché les attestations fiscales et sociales à jour.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus doivent être déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse support@e-attestations.com).

5.2. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le prestataire cèdera à chaque organisme de sécurité sociale, à titre exclusif, tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux livrables transmis, pour la durée de protection de la propriété intellectuelle, artistique et industrielle.

Les droits cédés sont les suivants :

- le droit d'utilisation des versions, mises à jour, recouvrant :
- le droit à la reproduction concernant le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et / ou le stockage de l'exemplaire sur un disque dur, disquette ou tout autre support,
- le droit à un exemplaire de copie de sauvegarde par progiciel et le droit à la duplication pour réaliser cet exemplaire de copie de sauvegarde,

Pour chacune des documentations qu'il fournit, le Titulaire cède à la Personne publique un droit de reproduction par type de documents, comprenant :

- le droit de reproduire les documentations fournies dans les différents formats.
- le droit de reproduire les mises à jour de ces documentations, dans les différents formats.
- le droit de publier cette documentation.

Les droits sont cédés pour le monde entier et pour toute la durée de la protection légale des droits d'auteur.

La CPAM de Paris est dépositaire de l'intégralité des droits d'exploitation sur tout support, présent ou à venir, de l'ensemble des contenus livrés.

L'offre de prix comprend la cession desdits droits aux organismes de sécurité sociale.

5.3. RESILIATION

La CPAM de Paris peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du Titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation

du marché, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI.

En vertu de la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 19 décembre 2012, AB Trans, n°350341), aucune indemnisation du fait d'une résiliation fondée sur un motif d'intérêt général ne sera due au Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve, en tant que de besoin, la possibilité de résilier le marché aux frais et risques du Titulaire défaillant, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du Titulaire en cas :

- de retards répétés dans l'exécution des prestations et/ou la mauvaise exécution récurrente des prestations objets des bons de commande,
- d'absence d'exécution des prestations objets du bon de commande,
- du non-respect de la clause de confidentialité prévue à l'article 5.5 du présent CCAP,
- d'inobservation répétée des consignes de sécurité imposées par la CPAM dans ses locaux, et dommages importants causés par le Titulaire au cours de l'exécution des différentes prestations,
- de recours à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable et écrit de la CPAM,
- En cas de non-respect par le Titulaire et les éventuels sous-traitants des dispositions liées à la conformité au RGPD, prévue à l'article 5.6 du CCAP.

Le marché pourra être résilié si toute défaillance est matérialisée par :

- l'envoi de 2 (deux) lettres recommandées pour un même lot,
- l'envoi de 5 (cinq) retards constatés sur un même lot sur une année.

Le marché pourra être résilié, partiellement ou totalement en cas de nouvelles orientations nationales ou locales, imprévisibles, ayant une incidence à la baisse de plus de 25% de l'activité définie aux clauses techniques.

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, un organisme bénéficiaire pourra décider de mettre à la fin d'une phase (chaque unité du BPU de l'accord cadre repris dans le marché subséquent) à l'exécution des prestations.

5.4. DISPOSITION DE SECURITE ET SANTE

En application du Décret n°92-158 du 20 Février 1992 codifié dans le Code du travail au Livre II - Titre III - Chapitre VII, l'entreprise extérieure devra, au préalable de l'exécution de la prestation pour laquelle elle aura été retenue, fournir à l'Assurance Maladie de Paris le dossier d'informations totalement renseigné (si des rubriques ne la concernent pas, elle indiquera : *néant*).

Conformément aux dispositions réglementaires, il lui est rappelé :

1. préalablement à l'exécution de l'opération, de procéder à une inspection commune des lieux où le Titulaire aura à réaliser ses prestations.
2. le Titulaire extérieur doit informer son personnel, travaillant dans l'établissement utilisateur, des mesures d'hygiène et de sécurité collectives et individuelles, relatives aux types d'interventions effectuées. Elle doit veiller à son application effective.
3. seul le personnel de la société a le droit d'accès aux locaux de la Caisse. En aucun cas il ne devra se faire accompagner à l'intérieur des immeubles par une ou des personnes ne faisant pas partie de ladite société.
4. la société est tenue d'utiliser produits et matériels conformes à la réglementation en vigueur et de surcroît ne créant pas un risque dans le ou les établissements dans lesquels elle interviendra.
5. l'Organisme utilisateur se réserve le droit d'interrompre temporairement ou définitivement toute intervention qui ne serait pas en accord avec les dispositions ci-dessus.

L'entreprise est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution ; de même qu'elle est seule responsable de tous les accidents qui pourraient survenir à son personnel ou que celui-ci pourrait provoquer ainsi que des vols qui pourraient être commis par ce même personnel.

5.5. SECURITE ET CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tous les documents, informations, données de toute nature auxquels le Titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secret au sens de l'article 226-13 du Code pénal.

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme « Information Confidentielle » est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Le Titulaire ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché.

Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par l'Organisme au Titulaire restent la propriété de l'Assurance Maladie de Paris.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du marché, sans l'autorisation de l'Assurance de Paris représentée par son Directeur Général.

L'Assurance Maladie de Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées du Titulaire du marché.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du marché peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du Code pénal.

5.6. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le responsable de traitement : l'Organisme acheteur

Le sous-traitant : le Titulaire du marché

Le sous-traitant ultérieur : le sous-traitant du Titulaire

Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » RGPD).

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations.

La nature des prestations réalisées sont cités en objet du présent document.

La ou les finalité(s) du traitement sont : créer des comptes destinataires, créer des profils, ...

Les données à caractère personnel traitées sont des : données de contact, données de localisation...

Les catégories de personnes concernées sont : les services des organismes de sécurité sociale bénéficiaire de l'accord cadre.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

- nom, prénoms ou raison sociale, téléphone, mail, adresse pour les destinataires ;
- noms, prénoms, identifiants de connexion pour les interlocuteurs des organismes bénéficiaires de l'accord cadre.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : nom, prénoms, téléphone, mail, adresse.

Durée de conservation des données

CCAP – Numéro de consultation : 25-C-013

Missions de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), de contrôle technique (CT), de coordination du système de sécurité incendie (SSI) et d'accessibilité aux bâtiments des personnes en situation d'handicap (PSI) pour les sites des organismes de la sécurité sociale.

Les données sont conservées pendant une durée de 5 ans.

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 8 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement.

Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Directeur de la Logistique.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse suivante :

ORGANISMES	ADRESSES ELECTRONIQUES
CPAM 75	smrf.cpam-paris@assurance-maladie.fr
CPAM 77	dpo.cpam-seine-et-marne@assurance-maladie.fr
CPAM 78	achats.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
CPAM 91	marches.contrats.cpam-essonne@assurance-maladie.fr
CPAM 92	achats.cpam-hauts-de-seine@assurance-maladie.fr
CPAM 93	achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr
CPAM 94	achats-marches.cpam-val-de-marne@assurance-maladie.fr
CPAM 95	achats951@assurance-maladie.fr / marche_public.cpam-val-d-oise@assurance-maladie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En outre, le sous-traitant s'engage à la demande du responsable de traitement des données à communiquer la Politique de Sécurité Informatique mise en œuvre dans l'entreprise, la localisation de ses infrastructures de stockage des données, ainsi que tout autre élément de nature à permettre au responsable de traitement des données de s'assurer que le sous-traitant présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à la demande du responsable de traitement des données :

- à détruire toutes les données à caractère personnel ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées à l'article 5.6 des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect des dispositions liées à la conformité au RGPD

Le responsable de traitement des données se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le sous-traitant.

En cas de non-respect par le sous-traitant de ses engagements, le responsable de traitement des données se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 5.3 du CCAP sans indemnité en faveur du sous-traitant, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

5.7. REGLEMENT DES LITIGES

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal. A défaut de conciliation, le droit français est seul applicable au présent accord-cadre et les tribunaux français sont seuls compétents.

Pour tout litige lié à la passation des marchés, le tribunal compétent est le :

Tribunal Judiciaire de Paris

Adresse : Parvis du Tribunal de Paris - 75859 Paris cedex 17

Téléphone : 01 44 32 51 51 / Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75>

5.8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-PI	OBJET DE LA DEROGATION
1.6	4.1	Pièces constitutives du marché
2.2	10	Variation des prix
4.2	14	Pénalités
5.3	40	Résiliation
5.8	1.2	Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, l'ensemble des dérogations dans le présent tableau est mentionné à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

